

La résistant ascension du Calife de Mossoul

Le 28 août 2014, le Président Barack Obama déclarait à l'occasion d'une conférence de presse qu'il « n'avait pas encore de stratégie » concernant les mesures à prendre pour lutter contre l'Etat Islamique en Irak. Cette déclaration était particulièrement troublante après trois semaines de frappes aériennes aux objectifs d'ailleurs peu clairs et au lendemain de la décapitation médiatisée d'un journaliste américain. Les États-Unis auraient donc placé pendant plus de dix ans l'ensemble du monde musulman sous une loi permanente des suspects, détruit irrémédiablement plusieurs pays, espionné la planète entière - y compris leurs plus proches alliés et leurs concitoyens -, harcelé des millions de voyageurs dans les aéroports, multiplié les tortures et les internements illégaux au nom d'une « guerre globale contre la terreur » qui n'a ramené dans ses filets que quelques seconds couteaux et un Ben Laden « retiré des affaires ». Et aujourd'hui que sont parfaitement localisés avec précision une dizaine de milliers de djihadistes arborant fièrement leur drapeau, défilant dans les rues, égorgeant des citoyens américains devant les télévisions, éventrant médiatiquement femmes et enfants, jouant au foot avec les têtes de leurs ennemis, la Présidence américaine vient dire qu'elle « n'a pas encore de stratégie dans la lutte contre le djihadisme »....

On veut croire qu'il s'agit là d'une manœuvre du Président Obama pour se donner le temps de constituer une vaste coalition internationale et pour contraindre la Turquie d'Erdogan, l'Arabie et les pétromonarchies du Golfe à « choisir leur camp » et à cesser leurs pratiques de double langage qui consistent à condamner verbalement le terrorisme tout en soutenant un peu partout dans le monde les groupes terroristes salafistes et les djihadistes en vue de neutraliser les initiatives démocratiques ou l'influence de l'Iran qu'ils considèrent comme également dangereuses pour le maintien de leur pouvoir. Mais, même si tel est le cas, cela révélerait alors un certain nombre d'erreurs d'appréciation ou d'analyse au niveau de l'exécutif américain. Car si l'État Islamique en Irak et au Levant s'inscrit bien dans la lignée de la violence politique exercée depuis les années 90 par les Jamaa Islamiyyah (Groupes islamiques) issues des Frères Musulmans dont Al-Qaïda fut l'expression la plus spectaculaire, il en est aussi éloigné que les SA allemands des années 30 pouvaient l'être de la Bande à Bonnot dans la France des années 1910.

La réalité est que, depuis 2002 et l'offensive alliée contre le régime Taliban d'Afghanistan et ses protégés djihadistes, Al-Qaïda relève plus du mythe que de la réalité. C'est un mythe qui a été entretenu par le fait que tout contestataire dans le monde musulman, quelles que soient ses motivations et ses objectifs, a bien compris qu'il devait se réclamer de l'organisation qui avait épouvanté l'Amérique s'il voulait être pris au sérieux. C'est un mythe qui a été entretenu par certains dirigeants des pays musulmans qui ont bien compris qu'ils devaient coller l'étiquette Al-Qaïda sur leurs opposants s'ils voulaient pouvoir les réprimer tranquillement. C'est enfin un mythe qui a été entretenu par les dirigeants et les médias d'un certain nombre de pays occidentaux pour légitimer leur politique sécuritaire intérieure et extérieure. Mais dans la galaxie salafiste, tout le monde sait bien que Al-Qaïda se résumait depuis 2003 à un Ben Laden réfugié dans un « resort » des services pakistanais et à un sentencieux Ayman Zawahiri distribuant les bons et les mauvais points de djihadisme et s'appropriant verbalement des actes de violence commis un peu partout dans le monde qu'il n'avait ni commandités, ni prescrits ni contrôlés. Il était difficile pour des djihadistes ambitieux de remettre en cause la figure emblématique de Ben Laden mais plus facile, après sa mort, de s'affranchir de la tutelle morale de Zawahiri. En particulier pour des chefs de bande locaux qui n'avaient que faire d'un « djihad mondial » sans bénéfice immédiat et souhaitaient plutôt se bâtir un petit sultanat local où ils pourraient exercer un pouvoir sans partage, assouvir leurs fantasmes de puissance et rançonner la population. C'est ce type de raisonnement, joint aux aléas des rivalités locales et des surenchères entre l'Arabie et le Qatar, qui a poussé un Abou Bakr al-

Baghdadi a rejeter le parrainage d'Al-Qaïda et - comme on dit en France - à s'autoproclamer « Calife à la place du Calife ».

L'EIIL n'a pas « émergé » comme par miracle l'année dernière pour s'emparer de la moitié d'un pays. Il est la filiation directe de ce que l'on appelait il y encore quelque temps « Al-Qaïda en Irak » ou « Al-Qaïda en Mésopotamie ». Cette organisation avait été elle-même formée en 2003 par Abou Moussaab al-Zarqawi, ancien membre d'Al-Qaïda rejeté par Ben Laden pour son aventurisme, à partir d'un groupe djihadiste préexistant dans le nord est de l'Irak et connu sous le nom de Ansar al-Islam (Partisans de l'Islam) auquel sont venus s'agréger les militaires et fonctionnaires sunnites irakiens exclus de tout emploi public par l'administration militaire américaine dans sa politique inepte de « débaassification » du pays. Après la mort de Zarqawi tué dans un bombardement américain, l'organisation a été reprise en main par son chef actuel qui a continué de bénéficier du soutien actif des services saoudiens dans la perspective de s'opposer à la mainmise totale des chiïtes sur le pouvoir irakien et à la connivence de plus en plus marquée entre Bagdad et Téhéran. Les choses se sont compliquées début 2011 avec l'émergence des troubles en Syrie. Les services spéciaux saoudiens du Prince Bandar Ben Sultan et le Qatar se sont lancés dans des initiatives rivales pour accélérer la chute de Bashar el-Assad. Les Saoudiens ont organisé en Syrie l'émergence d'un front salafiste anti-régime sous la désignation de Jabhat al-Nosra tandis que les Qataris ont lancé une « OPA hostile » sur l'EIIL en diversifiant ses activités sur la Syrie en complément de l'Irak et en concurrence avec les autres groupes djihadistes. Et tout ce paysage confus s'est définitivement transformé à l'été 2013 quand le coup d'État feutré qui a eu lieu à Qatar a écarté l'Emir ainsi que son activiste premier ministre et recentré les investissements de l'Émirat sur des activités économiques plutôt que politiques. Dans le même temps, à la lueur du désordre politique et social induit en Égypte par la gestion des Frères Musulmans, le cabinet royal saoudien - plutôt partisan d'un ordre régional apaisé et d'un système de coexistence plutôt que d'affrontement avec l'Iran - a repris la main sur les extrémistes du clan familial, écarté le Prince Bandar et ses partisans, apporté son soutien au coup d'État du Maréchal Sissi et, surtout, condamné et criminalisé les activités djihadistes au Levant. Brutalement privés de soutiens extérieurs significatifs, Jabhat el-Nosra et surtout l'EIIL se sont retrouvés condamnés à une fuite en avant, coincés sur place et contraints d'y trouver les ressources financières et militaires nécessaires à leur survie. Ce n'est pas par hasard que le premier objectif de l'EIIL dans sa fulgurante offensive du printemps dernier, grandement facilitée par la déliquescence du pouvoir irakien, a été de s'emparer de la succursale de la banque centrale d'Irak à Mossoul pour y rafler près d'un demi-milliard de dollars en or et en billets. Car l'État islamique, contrairement aux groupes terroristes idéologiques restreints, a besoin d'argent, de beaucoup d'argent

Al-Qaïda était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'est-à-dire un groupe restreint ayant une stratégie globale mais pas de tactique définie, mettant en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiables en vue de commettre dans le monde entier des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance. L'EIIL (État islamique en Irak et au Levant. En Arabe « Da'ish » : Dawlat al-Islami fil-Iraq wa ash-Sham) est, au contraire, une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité. Le seul fait de se désigner sous le nom d'État (Dawla) montre bien que ses responsables entendent se donner un ancrage idéologique institutionnel (al-Islami) et géographique (fil-Iraq wa ash-Sham). Ce n'était pas du tout le cas de Ben Laden, au moins dans sa version finale des années 1998-2001 qui prônait une violence déterritorialisée contre le monde entier. Mais qui dit État, dit chef de l'État et - en version islamique fondamentaliste - Calife. D'où l'initiative de Baghdadi qui vise aussi bien à faire un pied de nez aux Saoudiens, gardiens autoproclamés et illégitimes des Lieux saints qui l'ont abandonné et dont il conteste ainsi la légitimité, qu'à mettre l'ensemble des musulmans du monde en demeure de choisir leur camp en ayant à accepter ou rejeter son autopromotion. C'est ce qui explique qu'en se proclamant Calife, il abandonne aussitôt dans la dénomination du

mouvement la référence territoriale à l'Irak et au Levant pour devenir « seulement » Etat Islamique. Mais tout cela relève plutôt de finasseries calculatrices de survie que d'une « vision globalisée du djihad ».

Et il est clair qu'au-delà de ses sanglants succès initiaux, ce soi-disant « État » ne dispose ni des ressources humaines ni de la capacité financière qui seraient nécessaires à un ancrage territorial durable. Pour l'instant l'EIIL bénéficie d'un trésor de guerre estimé à 2 milliards de dollars. Ce trésor repose essentiellement sur le racket confiscatoire de « l'impôt révolutionnaire » extorqué aux populations soumises, sur le contrôle d'un certain nombre de sites d'extraction d'hydrocarbures, sur le pillage systématique et la revente sur le marché noir turc des matériaux de construction (souvent arrachés des bâtiments existants), matériels industriels et agricoles, véhicules, objets volés dans les propriétés publiques et privées dans les zones contrôlées. Mais il faut se garder pour autant de considérer que l'EIIL dispose maintenant d'un budget annuel fixe et permanent. Le pillage de la succursale de la Banque Centrale d'Irak à Mossoul était un fusil à un coup. Le produit en a été largement dilapidé dans la « location » de chefs de tribus sunnites du nord de l'Irak qui ont permis à l'EIIL sa rapide offensive du printemps. Le pillage des biens d'équipement sera bientôt tari par épuisement. De même que « l'impôt révolutionnaire » par suite de ruine ou exode des « assujettis ». Reste le contrôle des ressources pétrolières, vulnérables car les puits ne sont pas déplaçables, dont le produit est soumis au bon vouloir des Turcs et d'un certain nombre d'intermédiaires irakiens, tous susceptibles de « retourner leur veste » en fonction de la conjoncture internationale. Bref, dans six ou huit mois, il ne restera plus grand chose et c'est là que se posera - s'il n'est pas réglé avant - le problème du retour vers leur pays d'origine des mercenaires et volontaires étrangers qui constituent maintenant l'essentiel des troupes du mouvement : Tchétchènes, Bosniaques, Maghrébins, Libyens, Pakistanais, Séoudiens interdits de retour au royaume, et - en ce qui nous concerne - Européens. Ce seront autant de Mehdi Nemmouche frustrés, amers, revanchards, formés aux techniques de la violence et auréolés aux yeux des imbéciles - comme les « Arabes afghans » des années 90 - de la flamboyance du djihad.

Ce dernier problème devra être traité sans complaisance par les moyens normaux du renseignement, du suivi policier et de la répression judiciaire. Mais en attendant, cela ne ferait qu'aggraver le problème de tergiverser ou proclamer que « nous n'avons pas de stratégie ». L'EIIL pose de fait le même problème que l'État Taliban en Afghanistan, AQMI au Sahel, les Shebab en Somalie ou Boko Haram au Nigeria. Il s'agit là d'armées constituées, souvent en uniforme ou portant des signes de reconnaissance, utilisant des matériels militaires, des véhicules dédiés, des implantations localisables, des moyens de communication identifiables et traçables. Le nord de l'Irak et l'est de la Syrie ne sont pas l'impénétrable jungle du Viet Nam ou les montagnes inaccessibles du Waziristan. Les djihadistes souvent étrangers qui y martyrisent les populations, y compris leurs propres coreligionnaires musulmans sunnites, n'y évoluent pas comme des poissons dans l'eau. Ils relèvent à l'évidence d'une riposte militaire implacable, résolue et rapide, consensuelle et concertée, en particulier - et pour ne pas apparaître comme une « croisade » et ouvrir de nouveaux contentieux - avec tous les acteurs étatiques régionaux, que nous les considérons ou pas comme vertueux.